

Audience publique du 5 janvier 2016

Requête en institution d'un sursis à exécution
introduite par la société de droit français ... S.à r.l. (.../France),
contre une décision du ministre de l'Economie
en présence de la société à responsabilité limitée ..., ...,
en matière de marchés publics

ORDONNANCE

Vu la requête inscrite sous le numéro 37305 du rôle et déposée le 18 décembre 2015 au greffe du tribunal administratif par Maître Thibault CHEVRIER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de la société de droit français ... S.à r.l., ..., établie et ayant son siège à F-..., représentée par ses gérants actuellement en fonctions, inscrite au Registre de Commerce de Thionville sous le numéro ..., tendant à l'institution d'un sursis à exécution à l'encontre d'une décision du ministre de l'Economie du 30 novembre 2015 ayant décidé d'écarter son offre dans le cadre de l'appel d'offres pour la réalisation des travaux d'infrastructures de la plate-forme de la zone d'activité économique « Krakelschaff » à Bettembourg, ainsi qu'à l'encontre de la décision d'adjudication du marché afférent en faveur d'un adjudicataire tiers, à savoir la société à responsabilité limitée ... S.à r.l., établie et ayant son siège à L-..., représentée par ses gérants actuellement en fonctions inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B12975, un recours au fond ayant été par ailleurs introduit contre lesdites décisions par requête introduite le 18 décembre 2015, inscrite sous le numéro 37304 du rôle ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice suppléant Patrick MÜLLER, en remplacement de l'huissier de justice Carlos CALVO, demeurant à Luxembourg, du 29 décembre 2015, portant signification de ladite requête en sursis à exécution à la société ... S.à r.l., préqualifiée;

Vu l'article 11 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions attaquées ;

Maître Thibault CHEVRIER, pour la partie demanderesse, ainsi que Monsieur le délégué du gouvernement Daniel RUPPERT pour l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, entendus en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 5 janvier 2016.

Par avis de marché, le ministère de l'Economie annonça l'ouverture d'une procédure de soumission publique en vue de l'attribution du marché relatif à la réalisation des travaux d'infrastructures de la plate-forme de la zone d'activité économique « Krakelschaff » à Bettembourg.

Suite à l'ouverture des offres du 29 septembre 2015, le bureau d'ingénieurs-conseils SCHROEDER & ASSOCIES adressa à la société de droit français ... S. à r.l., ci-après « la société ... », un courrier daté du 6 octobre 2015 sollicitant la fourniture de documents supplémentaires, à savoir une analyse des prix, un certificat d'assurance, un certificat d'inscription au registre professionnel, un extrait de casier judiciaire, les bilans ainsi que les certificats délivrés par les autorités compétentes de l'Etat membre où l'entrepreneur est établi selon lesquels l'entrepreneur est en règle avec les obligations relatives de déclaration ou de paiement de cotisations de sécurité sociale et des impôts et taxes, pièces qui furent transmises par la société ... au pouvoir adjudicateur par courrier du 21 octobre 2015.

Par courrier du 3 novembre 2016, le bureau d'ingénieurs-conseils SCHROEDER & ASSOCIES s'adressa à la société ... pour l'informer que le certificat de l'administration de l'Enregistrement et des Domaines tel que fourni ne serait pas conforme, ledit courrier étant libellé comme suit :

« Après contrôle des documents complémentaires que vous nous avez transmis par votre courrier du 20 octobre 2015, nous avons constaté que la date de délivrance de l'attestation de l'Administration de l'enregistrement n'est pas conforme aux exigences du règlement grand-ducal du 03 août 2009.

Suivant article 86 (1) du règlement les attestations doivent être délivrées à une date qui ne peut être ni antérieure de trois mois au jour de l'ouverture de la soumission, ni postérieure au jour de l'ouverture de la soumission.

Or, l'attestation présentée datant du 09 octobre 2015 est postérieure à la date d'ouverture de soumission qui était le 29 septembre 2015.

Nous vous demandons de nous fournir une attestation valable jusqu'au 09.11.2015, faute de quoi votre offre sera écartée de plein droit (...). ».

La société ... transmet la pièce en question par courrier du 27 novembre 2015.

Par courrier daté du 30 novembre 2015, le ministre de l'Economie informa la société ... de sa décision d'écarter son offre, ledit courrier étant libellé comme suit :

« Conformément au règlement grand-ducal du 3 août 2009 portant exécution de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics, j'ai le regret de porter à votre connaissance que votre offre n'a pas pu être retenue, faute de n'avoir pas répondu au courrier du 3 novembre 2015 pour fournir l'attestation valable de l'Administration de l'Enregistrement.

La présente vous est adressée conformément à l'article 90 paragraphe (3) du règlement grand-ducal précité. Passé le délai de quinze jours à partir de la présente information, il sera procédé à la conclusion du contrat avec l'adjudicataire sur base de l'article 90 paragraphe (4) du règlement grand-ducal précité, de sorte que vous pouvez introduire une réclamation contre la conclusion du contrat dans un délai de 15 jours à compter de la présente notification.

Passé ce délai, il vous restera toujours la possibilité d'introduire par voie d'avocat à la Cour un recours en annulation à l'encontre de la décision d'adjudication auprès du tribunal administratif dans un délai de trois mois à compter de la présente notification. (...). ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 18 décembre 2015, inscrite sous le numéro 37305 du rôle, la société ... a fait introduire un recours tendant à l'annulation tant de la décision d'attribution du marché que de la décision de rejet de son offre. Par requête séparée déposée le même jour, inscrite sous le numéro 37304 du rôle, elle sollicite encore le sursis à exécution des deux décisions attaquées dans le cadre du recours au fond.

La société à responsabilité limitée ... S.à r.l. quoique valablement informée par la signification en date du 29 décembre 2015 de la requête en sursis à exécution et dûment convoquée pour l'audience du 5 janvier 2016, ne s'est pas fait représenter. Nonobstant ce fait, le tribunal statue à l'égard de toutes les parties, en vertu de l'article 6 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives.

La société ... estime que les conditions légales requises pour voir instituer la mesure provisoire sollicitée sont remplies en l'espèce au motif que l'exécution de la décision d'adjudication risquerait de lui causer un préjudice grave et définitif, d'une part, et que les moyens d'annulation à l'appui de son recours au fond seraient sérieux, d'autre part.

Pour justifier l'existence d'un risque de préjudice grave et définitif, elle fait valoir que la signature du contrat avec un concurrent constituerait une perte de chance pour elle, étant donné qu'elle se verrait injustement privée d'un marché pour des motifs dérisoires et alors qu'elle avait présenté l'offre conforme la mieux-disante, la société ... relevant qu'en raison du montant du marché en cause, ceci constituerait un préjudice grave. Au-delà de ce montant, elle donne encore à considérer que la perte de ce marché porterait également préjudice à son image de marque et à son prestige pour avoir été injustement empêchée de réaliser ses travaux au Grand-Duché de Luxembourg.

Par ailleurs, si le contrat était signé, elle relève que le juge administratif serait incompétent pour annuler le marché, ce qui occasionnerait un préjudice définitif dans son chef.

Enfin, elle souligne que comme elle était la moins-disante, un préjudice grave et définitif existerait dans son chef par essence même.

La requérante estime encore que son recours au fond aurait de sérieuses chances de succès de voir annuler la décision querellée et se prévaut au fond des moyens d'annulation suivants :

1. Violation des formalités prévues à l'article 86 (1) du règlement grand-ducal du 3 août 2009 portant exécution de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés public

La requérante estime à cet égard, en substance que les vérifications à faire par le pouvoir adjudicateur relatives à la santé financière du potentiel adjudicataire, avant de lui adjuger définitivement une soumission publique, telles qu'encadrées par l'article 86 (1) du règlement grand-ducal du 3 août 2009 précité, exigerait que les demandes afférentes soient formulées par le pouvoir adjudicateur. Or, en l'espèce ce ne serait pas le pouvoir adjudicateur qui aurait formulé cette demande mais le bureau d'ingénieurs-conseils SCHROEDER & ASSOCIES.

Aussi, aucune demande n'ayant été formulée officiellement par le pouvoir adjudicateur auprès de la société ..., le rejet de son offre aurait été décidé illégalement.

La société requérante donne ensuite à considérer, toujours dans le même contexte, que le premier courrier lui adressé lui aurait octroyé un délai jusqu'au 21 octobre 2015 pour renvoyer les certificats requis, délai qu'elle estime insuffisant au vu du délai minimum réglementaire prescrit par l'article 86 (1) du règlement grand-ducal du 3 août 2009 précité, compte tenu du fait que ce délai lui a été adressé par courrier daté du 6 octobre 2015, reçu le 9 octobre 2015.

Elle relève encore que la seconde demande lui parvenue émanerait également du même bureau d'ingénieurs conseils, de sorte à ne pas non plus respecter les prescriptions de l'article 86 (1) du règlement grand-ducal du 3 août 2009 précité, de sorte qu'elle ne saurait pas non plus être susceptible d'entraîner la mise à l'écart de son offre.

2. Dans un second ordre d'idée, la société requérante affirme avoir démontré, dans un premier temps à la date du 9 octobre 2015, puis, dans un second temps, à la date d'ouverture de la soumission, l'avoir été en règle avec ses obligations en matière fiscale, de sorte que le motif de rejet de son offre, à savoir le fait qu'elle n'aurait pas répondu, serait incorrect.

Or, à cet égard, la société ... estime que la finalité des dispositions de l'article 86 (1) précité serait de permettre au pouvoir adjudicateur d'écarter un soumissionnaire dont notamment les capacités financières n'offriraient pas les garanties pour une bonne exécution des prestations dans les délais prévus. Or, tel que cela résulterait des certificats versés en cause, elle serait en règle avec ses obligations vis-à-vis de l'administration de l'Enregistrement et des Domaines, le seul fait qu'elle n'ait pas transmis un certificat conforme aux attentes du bureau d'ingénieurs-conseils s'expliquerait du fait du caractère insuffisamment précis de la première demande, laquelle ne mentionnerait pas la date de validité de ces certificats, seul le deuxième courrier du même bureau d'ingénieurs-conseils ayant indiqué la nécessité de verser une attestation « *délivrée à une date qui ne peut être ni antérieure de trois mois au jour de l'ouverture de la soumission, ni postérieure au jour de l'ouverture de la soumission* », mais en ne lui laissant qu'un délai de quelques jours.

La société ... estime par conséquent qu'en tout état de cause, sous peine de verser dans un formalisme stérile, on ne saurait procéder à l'exclusion d'une société qui serait en règle avec ses obligations mais qui du fait qu'elle est établie en France ne connaîtrait pas nécessairement l'intégralité des particularités luxembourgeoises au niveau des différents certificats et attestations à fournir : aussi, en décidant qu'elle n'avait pas répondu, le pouvoir adjudicateur aurait commis, outre les manquements aux procédures prévues dans le règlement grand-ducal du 3 août 2009 précité, une erreur manifeste d'appréciation qui justifie l'annulation de la décision.

Le délégué du gouvernement conclut d'abord à l'irrecevabilité du recours pour être prématuré, pour ensuite conclure au rejet du recours au motif qu'aucune des conditions légales ne serait remplie en cause.

En vertu de l'article 11 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, ci-après dénommée la « *loi du 21 juin 1999* », un sursis à exécution ne peut être décrété qu'à la double condition que, d'une part, l'exécution de la décision attaquée risque de causer au demandeur un préjudice grave et définitif et que, d'autre part, les moyens invoqués à l'appui du recours dirigé contre la décision apparaissent comme sérieux. Le sursis est rejeté si l'affaire est en état d'être plaidée et décidée à brève échéance.

La compétence du président du tribunal est restreinte à des mesures essentiellement provisoires et ne saurait en aucun cas porter préjudice au principal. Il doit s'abstenir de préjuger les éléments soumis à l'appréciation ultérieure du tribunal statuant au fond, ce qui implique qu'il doit s'abstenir de prendre position de manière péremptoire, non seulement par rapport aux moyens invoqués au fond, mais même concernant les questions de recevabilité du recours au fond, comme celle relative à l'existence d'un intérêt à agir, étant donné que ces questions pourraient être appréciées différemment par le tribunal statuant au fond. Il doit donc se borner à apprécier si les chances de voir déclarer recevable le recours au fond paraissent sérieuses, au vu des éléments produits devant lui. Il ne saurait se prononcer définitivement sur des questions de recevabilité que pour autant que celles-ci touchent exclusivement à la demande en sursis à exécution.

En l'espèce, il appert toutefois que se pose directement la question de la recevabilité même de la mesure de sursis à exécution, le délégué du gouvernement ayant en effet soulevé la question du caractère prématuré du recours sous analyse compte tenu de la possibilité de saisir la commission des soumissions d'une réclamation. Or, à ce sujet, il résulte de la jurisprudence des juges du fond¹ que la saisine de ladite commission postérieurement à la décision d'adjudication, en vue de l'instruction d'une réclamation, n'a pas pour effet de suspendre le délai du recours contentieux. La saisine de la commission des soumissions d'une réclamation, d'une part, et l'introduction d'une réclamation, d'une part, et l'introduction d'un recours gracieux, d'autre part, constituent ainsi selon cette jurisprudence deux procédures fondamentalement distinctes, qui peuvent être entamées conjointement, mais ceci n'empêche cependant pas l'adjudicataire évincé à veiller à introduire son action en justice dans le délai légal, avant même que le ministre ne procède à la passation du marché avec l'adjudicataire élu ; dès lors, la requête en institution d'un sursis à exécution ne saurait être considérée comme prématurée.

Concernant les moyens invoqués à l'appui du recours dirigé contre la demande, le juge appelé à en apprécier le caractère sérieux ne saurait les analyser et discuter à fond, sous peine de porter préjudice au principal et de se retrouver, à tort, dans le rôle du juge du fond. Il doit se borner à se livrer à un examen sommaire du mérite des moyens présentés, et accorder le sursis, respectivement la mesure de sauvegarde lorsqu'il paraît, en l'état de l'instruction, de nature à pouvoir entraîner l'annulation ou la réformation de la décision critiquée, étant rappelé que comme le sursis d'exécution, respectivement l'institution d'une mesure de sauvegarde doit rester une procédure exceptionnelle, puisque qu'ils constituent une dérogation apportée aux privilèges du préalable et de l'exécution d'office des décisions administratives, les conditions permettant d'y accéder doivent être appliquées de manière sévère.

L'exigence tirée du caractère sérieux des moyens invoqués appelle le juge administratif à examiner et à apprécier, au vu des pièces du dossier et compte tenu du stade de l'instruction, les chances de succès du recours au fond. Pour que la condition soit respectée, le juge doit arriver à la conclusion que le recours au fond présente de sérieuses chances de succès.

Ainsi, le juge du référé est appelé, d'une part, à procéder à une appréciation de l'instant au vu des éléments qui lui ont été soumis par les parties à l'instance, cette appréciation étant susceptible de changer par la suite en fonction de l'instruction de l'affaire et, d'autre part, non pas à se prononcer sur le bien-fondé des moyens, mais à vérifier, après

1 Trib. adm. 27 avril 2006, n° 19875, Pas.adm. 2015, V° Marchés publics, n° 108.

une analyse nécessairement sommaire des moyens et des arguments présentés, si un des moyens soulevés par le demandeur apparaît comme étant de nature à justifier avec une probabilité suffisante l'annulation de la décision attaquée.

La compétence du président du tribunal est restreinte à des mesures essentiellement provisoires et ne saurait en aucun cas porter préjudice au principal. Il doit s'abstenir de préjuger les éléments soumis à l'appréciation ultérieure du tribunal statuant au fond, ce qui implique qu'il doit s'abstenir de prendre position de manière péremptoire, non seulement par rapport aux moyens invoqués au fond, mais même concernant les questions de recevabilité du recours au fond, comme l'intérêt à agir, étant donné que ces questions pourraient être appréciées différemment par le tribunal statuant au fond. Il doit donc se borner à apprécier si les chances de voir déclarer recevable le recours au fond paraissent sérieuses, au vu des éléments produits devant lui.

Il s'ensuit que, face à une situation où le caractère sérieux des moyens soulevés au fond n'apparaît pas comme étant évident à première lecture, le juge du référé ne peut pas admettre que les moyens en question sont suffisamment sérieux pour justifier une mesure provisoire.

Au niveau de l'examen des moyens d'annulation invoqués à l'appui du recours au fond, le juge appelé à en apprécier le caractère sérieux ne saurait les analyser et discuter au fond, sous peine de porter préjudice au principal et de se retrouver, à tort, dans le rôle du juge du fond. Il doit se borner à se livrer à un examen sommaire du mérite des moyens présentés, notamment au vu des solutions jurisprudentielles dégagées par le juge du fond, et accorder le sursis, respectivement la mesure de sauvegarde lorsqu'il paraît, en l'état de l'instruction, de nature à pouvoir entraîner l'annulation ou la réformation de la décision critiquée - les moyens devant offrir une apparence de droit suffisante ou un degré de vraisemblance tel que l'on peut nourrir des doutes importants quant à la légalité de l'acte² -, étant rappelé que comme le sursis d'exécution, respectivement l'institution d'une mesure de sauvegarde, doit rester une procédure exceptionnelle, puisque qu'ils constituent une dérogation apportée aux privilèges du préalable et de l'exécution d'office des décisions administratives, les conditions permettant d'y accéder doivent être appliquées de manière sévère.

Il doit pour cela prendre en considération les solutions jurisprudentielles bien établies, étant donné que lorsque de telles solutions existent, l'issue du litige - que ce soit dans le sens du succès du recours ou de son échec - n'est plus affectée d'un aléa.

Le reproche sous-tendant le premier moyen d'annulation, tiré d'une violation de l'article 86 (1) du règlement grand-ducal du 3 août 2009 précité, pris en son double volet, ne paraît pas devoir être favorablement accueilli par les juges du fond.

En effet, si l'article 86 (1) du règlement grand-ducal du 3 août 2009 précité, libellé comme suit : *«(1) Dans le cadre de l'examen prévu à l'article précédent, le pouvoir adjudicateur doit demander au soumissionnaire susceptible d'être déclaré adjudicataire et, le cas échéant, à ses sous-traitants, de lui soumettre dans un délai minimum de 15 jours des attestations établies par : 1) le Centre d'informatique, d'affiliation et de perception des cotisations commun aux institutions de sécurité sociale, 2) l'Administration des contributions directes, 3) l'Administration de l'enregistrement et des domaines, attestations dont il ressort que le soumissionnaire est en règle avec ses obligations relatives au paiement des cotisations*

2 Jean-Paul Lagasse, Le référé administratif, 1992, p.48.

de sécurité sociale, des impôts et taxes, et relative à la déclaration de la retenue d'impôt sur les traitements et salaires, à une date qui ne peut être ni antérieure de trois mois au jour de l'ouverture de la soumission, ni postérieure au jour de l'ouverture de la soumission », mentionne certes formellement que pareille demande d'informations émane du pouvoir adjudicateur, il ne semble pas que le fait que pareille demande ait été formellement adressée au soumissionnaire par le bureau d'ingénieurs-conseils, formellement identifié dans le cahier des charges au point 1.11.1 comme assistant le pouvoir adjudicateur, devoir entraîner *ipso facto* l'annulation par le juge du fond de la décision déférée, la demande d'informations ne constituant pas, *a priori*, une décision administrative, qui relèverait quant à elle de la compétence du seul pouvoir adjudicateur.

Le second volet de ce moyen, ne paraît également, en l'état actuel d'instruction du dossier, comme étant suffisamment sérieux.

En effet, si la société requérante fait plaider qu'en exigeant la production d'une « *attestation valable jusqu'au 09.11.2015* » par courrier du 3 novembre 2011, le pouvoir adjudicateur n'aurait pas respecté le délai minimum de 15 jours tel que prescrit par l'article 86 (1), du règlement grand-ducal du 3 août 2009 précité, il semble toutefois que ledit délai, tel qu'imposé par la disposition réglementaire en question, doive plutôt trouver à s'appliquer à la demande initiale d'informations, laquelle avait été adressée à la société ... le 6 octobre 2015, avec indication d'un délai au 21 octobre 2015, le courrier du 3 novembre 2015 ne constituant *a priori* qu'une demande supplémentaire adressée au soumissionnaire en dehors de toute obligation légale et réglementaire, suite à la production par celui-ci de pièces non adéquates, mais dans le délai initial lui imparti, de sorte que le reproche afférent, relatif à la première demande, ne paraît pas suffisamment sérieux.

Le soussigné constate d'ailleurs que l'obligation de verser des pièces bénéficiant d'une validité déterminée (« *à une date qui ne peut être ni antérieure de trois mois au jour de l'ouverture de la soumission, ni postérieure au jour de l'ouverture de la soumission* »), telle que figurant dans l'article 86 (1) du règlement grand-ducal du 3 août 2009 précité, se retrouve également textuellement au point 1.10.5. des clauses contractuelles générales du cahier des charges, lequel a fait l'objet d'une reconnaissance formelle et expresse par le soumissionnaire
....

Ce dernier constat est susceptible d'amener les juges du fond à également rejeter le second moyen d'annulation de la société requérante, celle-ci ne pouvant manifestement pas soutenir avoir agi dans l'ignorance « *des particularités luxembourgeoises au niveau des différents certificats et attestations à fournir* », ladite obligation ne résultant non seulement du règlement grand-ducal du 3 août 2009 précité, mais encore du cahier des charges dont le soumissionnaire a formellement reconnu avoir pris connaissance.

Enfin, si la mise en balance telle que préconisée par la société requérante entre, d'une part, l'application stricte et sévère des dispositions réglementaires, quitte à verser dans le formalisme, et, d'autre part, le fait que le soumissionnaire rejeté s'est classé premier et, finalement et rétrospectivement, apparaît comme présentant toutes les garanties financières et de solvabilité nécessaires, n'est pas dénuée de toute pertinence, et ce notamment à l'aune d'une bonne gestion des deniers publics, une telle question d'appréciation, qui s'imposera aux juges du fond, statuant en tant que juges de l'annulation, appelés à vérifier si le pouvoir adjudicateur, en rejetant l'offre de la société ... a dépassé le cadre de sa marge d'appréciation, c'est-à-dire si la décision prise par le pouvoir adjudicateur est ou non viciée par sa

disproportion par rapport aux faits établis, requiert toutefois une analyse plus poussée et une discussion au fond, à laquelle le juge du provisoire ne saurait pas procéder, les juges du fond devant à cet égard tenir compte de plusieurs facteurs, à savoir outre le classement favorable du soumissionnaire rejeté et la preuve, fournie certes tardivement, soit après le second délai imparti, que la société ... présentait bien les garanties requises, le fait que le pouvoir adjudicateur s'est spontanément, sans *a priori* d'obligation en sens, adressé au soumissionnaire pour obtenir la pièce manquante ainsi que la nécessité, telle que mise en avant par la partie étatique, de ne pas reporter indûment la passation du marché du seul fait de l'erreur de la société

Il s'ensuit que, face à une situation où le caractère sérieux des moyens soulevés au fond n'apparaît pas comme étant évident à première lecture, le juge du référé ne peut pas admettre que les moyens en question sont suffisamment sérieux pour justifier une mesure provisoire.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent qu'au stade actuel de l'instruction de l'affaire au fond et sur base d'une analyse nécessairement sommaire, l'exigence tirée du caractère sérieux des moyens invoqués à l'appui de la demande d'annulation des décisions attaquées n'est pas remplie en cause et que la partie requérante doit être déboutée de sa demande en sursis à exécution sans qu'il y ait lieu d'examiner davantage la question du risque d'un préjudice grave et définitif dans son chef, les conditions afférentes devant être cumulativement remplies, de sorte que la défaillance de l'une de ces conditions entraîne à elle seule l'échec de la demande.

La demande en allocation d'une indemnité de procédure d'un montant de 2.500 euros encore formulée par la partie requérante laisse d'être fondée, les conditions légales afférentes n'étant pas remplies en cause.

Par ces motifs,

le soussigné, président du tribunal administratif, statuant à l'égard de toutes les parties et en audience publique ;

reçoit la requête en sursis à exécution en la forme ;

au fond, la déclare non justifiée et en déboute ;

rejette la demande en allocation d'une indemnité de procédure ;

condamne la société requérante aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 5 janvier 2016 par Marc Sünner, président du tribunal administratif, en présence d'Arny Schmit, greffier en chef.

s. Schmit

s. Sünner

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 5.1.2016

Le greffier du tribunal administratif